

2/ NOTAIRE —

— Les commandants de brigade (2) des Iles ou Atolls de Rangiroa, Hao (Archipel des Tuamotu), de Nuku Hiva, Ua Pou, Hiva Oa (Archipel des Marquises), Rimatara, Rurutu, Tubuai, Raivavae (Archipel des Australes), Mangareva (Archipel des Gambier).

— Tous les personnels de la brigade itinérante et côtière des Tuamotu.

3/ HUISSIER DE JUSTICE —

— Les commandants de brigade (2) des Iles ou Atolls de Rangiroa, Hao (Archipel des Tuamotu), de Nuku Hiva, Ua Pou, Hiva Oa (Archipel des Marquises), Rimatara, Rurutu, Tubuai, Raivavae (Archipel des Australes), Mangareva (Archipel des Gambier).

— Tous les personnels de la brigade itinérante et côtière des Tuamotu.

4/ AGENT DES DOUANES —

— Les commandants de brigade (2) des Iles ou Atolls de Huahine, Raiatea, Tahaa, Bora Bora (Archipel de la Société - Iles Sous-le-Vent), Rangiroa (Archipel des Tuamotu), Nuku Hiva, Ua Pou, Hiva Oa (Archipel des Marquises), Rimatara, Rurutu, Tubuai, Raivavae (Archipel des Australes), Mangareva (Archipel des Gambier).

5/ EXAMINATEUR POUR L'OBTENTION DES PERMIS DE CONDUIRE LES VÉHICULES AUTOMOBILES —

— Les commandants de Brigade (2) des Iles ou Atolls de Moorea (Archipel de la Société - Iles du Vent), Huahine, Bora Bora (Archipel de la Société - Iles Sous-le-Vent), Rangiroa, Hao (Archipel des Tuamotu), Nuku Hiva, Ua Pou, Hiva Oa (Archipel des Marquises), Rimatara, Rurutu, Tubuai, Raivavae (Archipel des Australes), Mangareva (Archipel des Gambier).

— Tous les personnels de la brigade itinérante et côtière des Tuamotu.

ANNEXE III**DÉPENSES D'EXÉCUTION DES MISSIONS EXERCÉES PAR LA GENDARMERIE NATIONALE POUR LE COMPTE DU TERRITOIRE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET PRISES EN COMPTE PAR LE TERRITOIRE.**

— Indemnités de responsabilité et indemnités de billetterie allouées aux agents spéciaux du Trésor conformément aux dispositions prévues par l'arrêté n° 2219 FT du 4 juillet 1972 (J.O.P.F. du 15 juillet 1972).

AVENANT n° 1 du 27 mars 1985 à la convention n° 85-002 ET du 10 janvier 1985 relative à la mise à disposition du territoire de la Polynésie française, de la Gendarmerie Nationale.

ENTRE :

(1) — Pour assurer une totale continuité de l'exécution de ces missions - notamment lors des mutations ou de l'absence des personnels concernés - compétence est donnée, non pas nominativement, mais au titulaire de la fonction de commandant de brigade dès lors que celle-ci est régulièrement pourvue par ordre d'affectation ou lettre de service dûment signé du colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Polynésie française.

(2) — Ou leur adjoint en cas d'absence, d'empêchement ou d'urgence.

— L'État représenté par le haut-commissaire de la République,

d'une part,

ET :

— Le Territoire de la Polynésie française représenté par le Président du gouvernement du territoire,

d'autre part,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 et notamment son article 42 ;

Vu la convention signée le 10 janvier 1985 et enregistrée sous le n° 85-002 ET du même jour ;

Vu la demande formulée par le territoire le 18 février 1985,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er. — Le premier alinéa de l'annexe I à la convention n° 84-002 ET du 10 janvier 1985, déterminant les missions d'agent spécial du Trésor que la Gendarmerie Nationale exerce pour le compte du territoire, est complété ainsi qu'il suit :

- Archipel des Tuamotu : Atolls de Rangiroa et de Hao
- Archipel des Marquises : Ile de Ua Pou
- Archipel des Australes : Ile de Rurutu

Art. 2. — Le premier alinéa de l'annexe II à la convention n° 85-002 ET du 10 janvier 1985, portant désignation des personnels concernés par l'exécution de la mission d'agent spécial du Trésor exercée par la Gendarmerie Nationale pour le compte du territoire, est complété ainsi qu'il suit :

— Les commandants de brigade (2) des atolls de Rangiroa et Hao (Archipel des Tuamotu), et des îles de Ua Pou (Archipel des Marquises) et de Rurutu (Archipel des Australes).

Art. 3. — Les dispositions des articles 1 et 2 ci-dessus prennent effet du lendemain de la signature du présent avenant.

Fait à Papeete, le 27 mars 1985.
en deux originaux

Le Président du gouvernement
du territoire,

Gaston FLOSSE.

Le haut-commissaire,

Alain OHREL.

CONVENTION n° 85-004 ET du 24 avril 1985.

ENTRE : Le Territoire de la Polynésie française, représenté par le Président du gouvernement du territoire,

ET : L'État, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

PRÉAMBULE :

La loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, range parmi les attributions du territoire l'enseignement du premier degré.

Son article 3 (15°) classe parmi les domaines de compétence de l'État « l'organisation communale, le contrôle administratif et financier des communes et de leurs établissements publics ».